

**RAPPORT N° 2022/2-30  
au Bureau de la Communauté  
en séance du vendredi 08 avril 2022**

**OBJET**

**LIAISON EN TRANSPORT PAR CÂBLE ENTRE LES QUARTIERS DE BELLEPIERRE ET DE LA MONTAGNE – MARCHÉ PUBLIC GLOBAL DE PERFORMANCE POUR LA CONCEPTION / RÉALISATION / MAINTENANCE DE L'ÉQUIPEMENT - AUTORISATION DONNÉE AU PRÉSIDENT DE SIGNER L'AVENANT N° 3 AU MARCHÉ PORTANT SUR UN CHANGEMENT DE DÉNOMINATION SOCIALE DE LA SOCIÉTÉ LST ET UNE FUSION DE LA SOCIÉTÉ SFTC INTÉGRANT LA SOCIÉTÉ BMF REMONTÉE MÉCANIQUE DE FRANCE À LA SOCIÉTÉ MND.**

**I - Rappel :**

Le projet de transport par câble s'inscrit dans le réseau intégré de transport moderne (RITMO) de la ville de Saint-Denis qui consiste à mettre progressivement en place 5 lignes de téléphériques entre les hauts et les bas pour se connecter au réseau de TCSP.

Ce projet s'inscrit ainsi dans une logique de développement des transports urbains innovant, ambitieux et durable sur le territoire de la CINOR.

La 1<sup>ère</sup> ligne reliant 5 stations et permettant de desservir les mi-pentes du Moufia et de Bois de Nèfles à partir du secteur du Chaudron a été mise en service le 15 mars 2022.

La 2<sup>ème</sup> ligne consiste en la réalisation d'une infrastructure de transport par câble reliant les bas du quartier de Bellepierre et de la Montagne.

Il s'agit d'une liaison téléportée de 1 240 m reliant 2 stations, entre le belvédère chemin La Vigie à la Montagne et la rue Gibert Des Molières à proximité de l'hôpital Bellepierre, y compris un PEM à la Vigie doté d'un P+R et un pôle bus.

Par décision du 27 février 202017, la CINOR a attribué le marché public global de performance au groupement LST (mandataire du groupement) / BMF France (cotraitant) / SOGEA REUNION (cotraitant) / T&T ARCHITECTURE (cotraitant) / SUEZ CONSULTING (SAFEGE) (cotraitant) / SBTPC (cotraitant) pour un montant global de 39 757 216 € HT.

Conformément à l'Ordonnance n° 2020-319 du 25 mars 2020 portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation, de procédure ou d'exécution des contrats soumis au code de la commande publique et des contrats publics qui n'en relèvent pas pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19/, une avance de 60% du montant total de la tranche ferme est accordée

En conséquence, le montant de l'avance a été fixé à 60% d'une somme égale à douze fois le montant initial, toutes taxes comprises, de la tranche considérée divisé par sa durée totale exprimée en mois pour la tranche ferme du marché global de performance par voie d'avenant le 26 juin 2020.

Dans le cadre d'une opération de réorganisation interne au sein de VINCI CONSTRUCTION DOM TOM, la SOGEA REUNION a fusionné et a été absorbée par la SOCIÉTÉ BOURBONNAISE DE TRAVAUX PUBLICS ET DE CONSTRUCTION, en abrégé SBTPC, qui a elle-même changé de dénomination sociale au 23 décembre 2020 pour devenir SBTPC SOGEA REUNION.

Par décision du 08 avril 2021, le bureau a autorisé le Président à signer l'avenant n°2 au marché global de performance portant cession du marché à la SBTPC SOGEA REUNION.

**II - Objet du présent avenant :**

**Changement de dénomination sociale de la société LST et fusion de la société SFTC intégrant la société BMF remontée mécanique de France à la société MND**

La société LST a changé de dénomination sociale le 30 juin 2021, pour devenir MND France. Le numéro d'immatriculation de la société reste inchangé.

La société SFTC (Société Franco Suisse de Transport par Câble) a racheté le fond de commerce de la société BMF Remontées Mécaniques France le 3 juillet 2020

974-249740119-20220408-BC2022-2-30-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2022  
Date de réception préfecture : 14/04/2022

Dans le cadre d'une opération de réorganisation interne au sein de MND, la SFTC (Société Franco Suisse de Transport par Câble) a fusionné et a été absorbée par la SOCIETE MND le 30/06/2021.

Le patrimoine de la société SFTC ainsi transmis à la société MND du fait de la fusion comprend le marché global de performance pour la réalisation du transport par câble entre les quartiers de Bellepierre et de la Montagne (dénommée transport par câble Hôpital – La Vigie) dont faisait partie du groupement attributaire du marché, la société BMF Remontées Mécaniques.

Au vu des pièces communiquées par l'entreprise relatives à sa situation juridique, celle-ci dispose des capacités financières, techniques et professionnelles et présente toutes les garanties et capacités pour l'exécution du marché.

Par conséquent, cette fusion/absorption se présentant comme une réorganisation interne du contractant, et de par la nature même des prestations à réaliser dans le cadre du marché cité en objet, il y a lieu de transférer le marché à la société MND France basée dans le Parc d'activité Alpespace, au 74 voie Magellan 73 800 Sainte-Hélène du Lac, et Immatriculé au RCS de Chambéry, sous le n° 791 152 283.

En conséquence, je vous demande de bien vouloir :

- approuver l'avenant n° 3 au marché global de performance pour la liaison en transport par câble entre les quartiers de Bellepierre et de la Montagne (dénommée transport par câble Hôpital – La Vigie) portant sur un changement de dénomination sociale de la société LST et fusion de la société SFTC intégrant la société BMF remontée mécanique de France à la société MND .
- autoriser le président de la CINOR à signer cet avenant n°3.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,  
Maurice GIRONCEL**



**DECISION N°2022/2-30  
du Bureau de la Communauté  
en séance du 08 avril 2022**

**OBJET : LIAISON EN TRANSPORT PAR CÂBLE ENTRE LES QUARTIERS DE BELLEPIERRE ET DE LA MONTAGNE –  
MARCHE PUBLIC GLOBAL DE PERFORMANCE POUR LA CONCEPTION / REALISATION / MAINTENANCE DE  
L'EQUIPEMENT - AUTORISATION DONNEE AU PRESIDENT DE SIGNER L'AVENANT N° 3 AU MARCHE PORTANT  
SUR UN CHANGEMENT DE DENOMINATION SOCIALE DE LA SOCIETE LST ET UNE FUSION DE LA SOCIETE SFTC  
INTEGRANT LA SOCIETE BMF REMONTEE MECANIQUE DE FRANCE A LA SOCIETE MND.**

**LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE**

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n°2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toute décision concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L. 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2022/2-30 du Président ;

Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20220408-BC2022-2-30-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2022  
Date de réception préfecture : 14/04/2022

**APRES EN AVOIR DELIBERE,  
DECIDE**

**ARTICLE 1**

- D'approuver l'avenant n° 3 au marché global de performance pour la liaison en transport par câble entre les quartiers de Bellepierre et de la Montagne (dénommée transport par câble Hôpital – La Vigie) portant sur un changement de dénomination sociale de la société LST et fusion de la société SFTC intégrant la société BMF remontée mécanique de France à la société MND et prolongation du délai d'affermissement de la TO 1 de 24 mois

**ARTICLE 2**

- D'autoriser le Président de la CINOR à signer cet avenant n°3

Nombre de votants : 15 (dont 2 procurations) Suffrages exprimés : 15 Vote pour : 15 Vote contre : 00 Abstention : 00
--

Pour extrait certifié conforme

Fait à Sainte-Clotilde

13 AVR 2022

Le Président,  
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture 974-249740119-20220408-BC2022-2-30-DE Date de télétransmission : 14/04/2022 Date de réception préfecture : 14/04/2022
--